



Union
Syndicale
Solidaires

8, rue Ampère 14123 Cormelles le Royal
Mail : syndicatssolidaires-bn@orange.fr
Tel : 02 31 24 23 36

Trop ... c'est trop !

**Halte à la régression salariale.
Halte aux suppressions d'emplois.
Halte à la destruction de la fonction publique et des services publics**

La politique d'austérité choisie par le gouvernement cible la fonction publique comme « la » principale responsable du déséquilibre budgétaire.

Les 50 milliards d'économies annoncées seront réalisées à hauteur de 18 milliards sur le budget de l'Etat, 11 milliards sur les Collectivités territoriales, 10 milliards sur l'assurance maladie et 11 milliards sur les autres dépenses de protection sociale.

Ces économies visent à faire financer par les salarié-es, par les fonctionnaires, par les retrait-ées les cadeaux faits aux entreprises sans aucune contrepartie : le crédit impôt compétitivité (20 milliards) et l'allègement des cotisations patronales pour la branche famille (10 milliards). La fiscalité des entreprises va baisser alors que la remise à plat de la fiscalité des ménages annoncée en décembre est passée à la trappe.

A l'Etat, ce sera la poursuite de la politique régressive en matière d'emplois et de restructurations sur l'ensemble du territoire, avec son corollaire d'emplois précaires. La MAP (modernisation de l'action publique) continuera son travail de sape dans le but d'atteindre l'objectif de réductions budgétaires.

Encore une fois, le monde de la santé ne sera pas épargné et l'hôpital sera en ligne de mire.

La réforme territoriale annoncée (projet de diminution par deux du nombre des régions, disparition des départements et développement de l'intercommunalité) aura de graves conséquences pour l'ensemble des personnels du versant territorial.

Et pour toutes et tous, ce sera la poursuite du blocage des salaires, sans aucune perspective d'augmentation d'ici 2017 !!! **Du jamais vu dans la fonction publique !**

Le 19 mai doivent, en principe, s'ouvrir les négociations autour des questions des parcours professionnels, carrières et rémunérations (suite du rapport Pêcheur).

Au vu des annonces politiques faites par le Président de la République et le Premier ministre, il est manifeste que la ministre de la fonction publique n'aura aucune marge de manœuvre pour ouvrir de véritables négociations.

TOUS EN GREVE LE 15 MAI !

Dans l'unité la plus large, le 15 mai 2014, exigeons ...

- la hausse de nos salaires
- le rattrapage de nos pertes de pouvoir d'achat
- les créations d'emplois nécessaires à l'accomplissement de toutes nos missions.

**MANIFESTATION A 10H 30
PLACE du théâtre A CAEN**